

Nadir Weber, Lokale Interessen und große Strategie. Das Fürstentum Neuchâtel und die politischen Beziehungen der Könige von Preußen (1707–1806), Köln, Weimar, Wien (Böhlau) 2015, 656 S. (EXTERNA. Geschichte der Außenbeziehungen in neuen Perspektiven, 7), ISBN 978-3-412-22451-6, EUR 90,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Niels F. May, Paris

Neuchâtel, territoire frontalier entre la Confédération suisse et le royaume de France, appartenait de 1707 à 1806 aux rois de Prusse. Ce fait historique est souvent oublié au point que Neuchâtel n'apparaît parfois pas sur les cartes montrant les possessions prussiennes au XVIII^e siècle. Nadir Weber a choisi ce territoire pour démontrer comment une politique locale – c'est-à-dire (pour utiliser un vocabulaire actuel) la politique «intérieure» d'un territoire éloigné du centre du pouvoir, à savoir Berlin – et la politique «extérieure» des rois de Prusse sont inextricablement liées.

Avec cette mise en avant inédite de l'interaction entre ces deux sphères, l'auteur enrichit considérablement notre compréhension du fonctionnement des relations internationales. Weber poursuit ainsi une approche de l'histoire des relations internationales s'opposant à l'application sur la période moderne d'une définition de la diplomatie développée au XIX^e et au XX^e siècle. De plus, il élargit en même temps la perspective en soulignant non seulement l'intérêt des diplomates, comme les récentes études inspirées par la recherche sur le patronage l'ont fait, mais aussi les intérêts des Neuchâtelois, de leurs institutions, etc.

Pour démontrer la marge de manœuvre des Neuchâtelois, ce livre, issu d'une thèse soutenue à l'université de Berne en 2013 sous la direction de Christian Windler, développe à travers des concepts précisément définis (les termes «communication», «formalisation», «ressources», «pouvoir» et «coopération» sont centraux) une grille d'analyse (p. 34–48) qui cherche à répondre aux quatre questions suivantes: 1) L'éloignement de Berlin permettait-il à Neuchâtel de mener une politique extérieure particulière? Si oui, les rois de Prusse essayaient-ils de délimiter cette politique? 2) Quels canaux de communication (officiels comme officieux) étaient utilisés par les Neuchâtelois pour défendre leurs intérêts économiques et politiques? 3) Comment les considérations de la politique extérieure prussienne influençaient-elles l'exercice du pouvoir à Neuchâtel? 4) Comment la position de Neuchâtel, entre la Suisse et la France, déterminait-elle la politique extérieure des Neuchâtelois? (p. 51)

La première partie du livre analyse l'arrière-plan de l'action diplomatique, c'est-à-dire les acteurs, les ressources et les structures. Weber y montre comment, après la mort de la duchesse de Nemours en 1707, le territoire de Neuchâtel est devenu prussien malgré les prétentions à la succession de plusieurs familles issues de la haute noblesse française. Le nouveau souverain prussien dut donc affirmer sa légitimité aussi bien à l'intérieur de son nouveau territoire qu'à l'échelle internationale. Les familles neuchâteloises adoptèrent alors des



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

stratégies politiques très diverses, allant d'une orientation française à une orientation prussienne avec toutes les nuances possibles (p. 143–167).

Une ambivalence similaire est visible concernant les institutions: les combourgeoisies avaient certes formellement le droit d'être en contact direct avec Berne et Soleure, mais, dans les faits, c'était souvent le Conseil d'État qui s'en chargeait. Or celui-ci oscillait, dans ses actions, entre les intérêts de Neuchâtel et ceux des rois de Prusse. Cette ambivalence s'avérait même être un avantage pour le Conseil d'État qui parvint à élargir son champ d'action grâce à cette position (p. 177–183). Les relations se révèlent donc dans l'ensemble être un enjeu à plusieurs strates qui se chevauchèrent souvent.

La deuxième partie du livre est consacrée aux moyens de communication et à leurs significations (p. 187–425). Weber y analyse les différents moyens de communication, en débutant par les négociateurs et gouverneurs qui représentaient les différends des absents sur place, en passant par les lettres et les mémoires politiques et en concluant avec les cadeaux. Les analyses proposées sont à la fois riches et précises. L'étude des correspondances ne se limite par exemple pas aux chemins empruntés par les courriers et la durée de transport d'une lettre. Weber étudie également comment les acteurs agissaient s'ils recevaient des réponses divergentes des deux parties, comment ils anticipaient la communication assez lente entre Berlin et Neuchâtel et comment la transmission orale ou écrite (soit codée, soit non codée) était utilisée à des fins stratégiques. L'auteur se consacre ensuite à la sémantique des relations établies par ces moyens de communication. En se focalisant sur le terme «protection», Weber montre que les frontières entre politique «intérieure» et «extérieure» restent en grande partie assez floues.

Par la suite sont analysées les différentes manières par lesquelles les Neuchâtelois ont interagi ou ont essayé d'interagir sur l'échelle internationale. Weber montre à plusieurs reprises qu'une marge de manœuvre plus importante pour Neuchâtel était un moyen pour les rois de Prusse d'avoir d'un côté des acteurs très compétents et de l'autre une politique extérieure peu coûteuse, car financée par Neuchâtel même (comme dans l'exemple de la négociation concernant la frontière avec la Franche-Comté). C'est une des raisons pour lesquelles les rois de Prusse ont eu à plusieurs reprises recours aux Neuchâtelois pour défendre leurs intérêts auprès du roi de France. Le fait que les envoyés ne possédaient pas uniquement le savoir nécessaire pour négocier les affaires concernant Neuchâtel, mais qu'ils menaient en même temps une politique en faveur de leur pays, était tout à fait accepté par Berlin. Les négociations portant sur une cession du territoire même étaient naturellement une exception.

Il était donc possible de mener une politique locale en tant que négociateur pour le souverain prussien. En revanche, quand le Conseil d'État contacta par exemple directement le duc Choiseul sans attendre la réponse de Berlin, il se fit immédiatement reprendre. C'est pourquoi les contacts officiels devinrent plus courants. De temps en temps, Berlin accordait au Conseil d'État neuchâtelois le droit de mener une «diplomatie déléguée», mais il s'agissait néanmoins presque toujours de négociations officielles avec des négociateurs «sans caractère public».

La dernière partie de l'ouvrage analyse la communication en temps de conflits. Weber souligne que même lors des temps de guerre la communication entre les différents acteurs passait par des canaux officiels. Les échanges restaient ainsi toujours possibles, même dans les cours neutres où des diplomates prussiens et français étaient présents



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

pendant les temps de crise et de conflit. Le territoire de Neuchâtel devenait alors tout à la fois un objet de convoitise pour une conquête potentielle française, un objet d'échange pour le roi de Prusse et un territoire neutre où un nouveau rapprochement pouvait être possible.

Le cas de Neuchâtel s'apprête également à une analyse du concept de neutralité au XVIII^e siècle. Suivant l'argumentation contemporaine, le roi de Prusse ne pouvait pas obliger tous ses territoires éparpillés à faire la guerre avec lui, car ceux-ci avaient parfois aussi des obligations envers d'autres puissances. Tout au long du XVIII^e siècle, les Neuchâtelois utilisèrent cette situation intermédiaire dans leurs négociations avec le roi de Prusse et le roi de France. Mais ces souverains avaient aussi recours aux relations neuchâteloises »extérieures«. Le roi de France profitait ainsi des tensions du futur canton suisse avec Berlin pour affirmer sa position.

Lors des troubles neuchâtelois entre 1766 et 1768, la France défendit à travers son agent, le baron de Tott, la transformation du territoire en une république libre. Weber montre pourquoi cette proposition, soutenue par la majorité, ne s'est pas réalisée: pour les Neuchâtelois, le gouvernement à distance de Berlin était la solution préférable, qui leur permettait d'avoir un maximum de marge de manœuvre. L'auteur corrige ainsi l'historiographie traditionnelle qui voit dans le régime prussien une préhistoire des révolutions et conflits du XIX^e siècle. Les derniers sous-chapitres sont consacrés à la période révolutionnaire et retracent les changements qui aboutirent finalement en 1806 à la cession du territoire à la France.

L'étude de Weber fait réfléchir à l'impact des catégorisations dues aux notions forgées au cours du XIX^e siècle (en particulier la dichotomie »intérieur«/»extérieur«) qui impactent *nolens volens* la recherche jusqu'à aujourd'hui. Ces catégorisations structurent aussi les fonds d'archives, et Weber souligne à juste titre l'importance de regagner une perspective »prémoderne«, c'est-à-dire une perspective qui se débarrasse des dichotomies exclusives de la modernité. C'est pourquoi la lecture de cet ouvrage n'est pas seulement recommandée aux historiennes et historiens de la Suisse, mais aussi à tout chercheur et toute chercheuse travaillant sur des relations internationales.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)